



**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
SUD-OUEST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat Général pour l'Administration
du Ministère de l'Intérieur
du Sud-Ouest**

Marché public de prestations intellectuelles

*Marché passé en Appel d'Offre Ouvert en application des articles R2124-2 1^{er} et R2161-2 à R2161-5 du Code de
la commande publique*

***Mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO)
dans le cadre d'un Marché Public Global de Performance (MPGP)
pour la réhabilitation énergétique de la Caserne de Gendarmerie
MARIDOR à Mont-de-Marsan (40)***

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SGAMI33-2025-40-FCS

Le CCAG – PI (prestations intellectuelles) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 est applicable au présent marché.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1.1 Objet du marché.....	4
1.2 Durée du marché- Délai d'exécution.....	4
1.3 Procédure.....	4
1.4 Lots	4
1.5 Tranches.....	4
1.6 Variantes.....	5
1.6.1 À l'initiative du candidat (facultative).....	5
1.6.2 À l'initiative de l'Acheteur (obligatoire).....	5
1.7 Intervenants.....	5
1.8 Prestations similaires.....	5
1.9 Arrêt de l'exécution des prestations.....	5
ARTICLE 2 – DÉFINITIONS ET OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES	
CONTRACTANTES.....	5
2.1 Personne publique.....	5
2.2 Titulaire.....	5
ARTICLE 3 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	6
ARTICLE 4 – SOUS-TRAITANCE.....	7
4.1 Limitation de la sous-traitance.....	7
4.2 Formulaire déclaration de sous-traitance (DC4).....	7
4.3 Déclaration de la sous-traitance.....	7
4.4 Paiement des sous-traitants.....	8
4.5 Défaillance d'un sous-traitant.....	8
ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DES PARTIES.....	9
5.1 Obligation du titulaire.....	9
5.1.1 Obligation de moyens et obligation de résultat.....	9
5.1.2 Connaissance du dossier.....	9
5.1.3 Présence aux réunions.....	9
5.1.4 Obligation de discrétion.....	9
5.1.5 Régularité administrative et lutte contre le travail dissimulé.....	10
5.1.6 Autres obligations.....	10
5.2 Obligation de l'acheteur.....	10
ARTICLE 6 – FORME DES INFORMATIONS ADRESSÉES AU TITULAIRE.....	11
6.1 Ordre de service.....	11
6.2 Ordre de service de démarrage	11
6.3 Ordre de service pendant la durée du marché.....	11
6.4 Informations au titulaire	11
ARTICLE 7 – DÉLAIS ET CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	12
7.1 Délais d'établissement des documents.....	12
7.2 Constatation de l'exécution des prestations.....	12
ARTICLE 8 – PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES.....	12
8.1 Unité monétaire.....	12
8.2 Prix.....	12
8.3 Déploiement d'EDIFLEX.....	12
8.3.1 Dématérialisation du Paiement des Acomptes via EDIFLEX.....	12
8.3.2 Fonctionnalités pour tous les acteurs.....	12
8.3.3 Conditions générales d'utilisation d'EDIFLEX.....	13

8.3.4 Authentification de l'abonné.....	13
8.3.5 Émission d'informations.....	13
8.4 Délai global de paiement et intérêts moratoires.....	13
8.5 Variation dans les prix.....	13
8.5.1 Index de référence.....	13
8.5.2 Modalité de la révision.....	14
8.6 Taux de la TVA.....	14
8.7 Rémunération.....	14
8.8 Répartition des paiements.....	14
ARTICLE 9 – CLAUSE SOCIALE.....	15
9.1 Les conditions d'exécution.....	15
9.2 Les modalités de réalisation d'actions sociales.....	15
9.3 Modalités de contrôle de la clause.....	16
9.4 Les cas particuliers.....	16
ARTICLE 10 – PÉNALITÉS.....	17
10.1 Pénalité de retard dans le délai des prestations.....	17
10.2 Pénalité pour absence injustifiée à une réunion.....	17
10.3 Pénalité pour violation des obligations de sûreté et confidentialité.....	17
10.4 Pénalité pour non respect de la clause d'action sociale.....	17
10.5 Pénalité de retard dans la remise des pièces afférentes à un changement de représentant auprès du MOA.....	17
ARTICLE 11 – CLAUSE DE RÉEXAMEN.....	17
ARTICLE 12 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	18
12.1 Retenue de Garantie.....	18
12.2 Avance.....	18
ARTICLE 13 – RÉSILIATION.....	18
13.1 Résiliation pour faute du titulaire.....	19
13.2 Résiliation pour motifs d'intérêt général.....	19
13.3 Résiliation pour défaillance du mandataire.....	19
ARTICLE 14 – ASSURANCES.....	19
14.1 Assurance de responsabilité civile.....	20
14.2 Assurance de responsabilité décennale.....	20
ARTICLE 15 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	20
15.1 Utilisation des connaissances antérieures.....	20
15.2 Utilisation des résultats.....	20
15.2.1 Résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique.....	21
15.2.2 Mise en œuvre de la protection des droits moraux.....	21
15.2.3 Utilisation des résultats.....	21
ARTICLE 16 – Règlement des différends.....	21
16.1 Médiateur interne.....	21
16.2 Le CCIRA.....	21
16.3 Tribunal compétent en cas de litige.....	22
16.4 Modalités de recours.....	22
ARTICLE 17 – DÉROGATIONS AU CCAG.....	22

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Objet du marché

La présente consultation concerne le marché relatif aux prestations suivantes :

Mission d'assistance maîtrise d'ouvrage (AMO), dans le cadre d'un MPGP (Marché Public Global de Performance) pour la réhabilitation énergétique de la Caserne de gendarmerie de MARIDOR à Mont-de-Marsan (40).

Le présent marché est un marché de prestations intellectuelles visant à l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour les missions :

- D'études préalables, dont la synthèse des diagnostics
- De programmation d'un MPGP (procédure formalisée avec négociation)
- D'assistance dans le montage et dans les phases de la consultation et de négociations,
- D'assistance dans le suivi du marché en phase conception,
- D'assistance dans le suivi du marché en phase réalisation,
- D'assistance dans le suivi du marché en phase maintenance (sur les trois premières années de maintenance),

Le choix du groupement MPGP relèvera d'une procédure formalisée, la procédure avec négociations, pour un marché global de performance comprenant des prestations de conception, de réalisation et de maintenance.

Lieux d'exécution des prestations :

CASERNE DE GENDARMERIE DE MARIDOR
1908 Avenue du Maréchal Juin
40192 Mont-de-Marsan,

1.2 Durée du marché- Délai d'exécution

La durée globale prévisionnelle est de **83 mois** à compter de la date indiquée dans l'ordre de service de démarrage des prestations par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG PI.

La date prévisionnelle de début d'exécution est prévue pour **Décembre 2025**.

Cette date est indicative et n'a pas de valeur contractuelle.

1.3 Procédure

Cette consultation est lancée selon une procédure d'appel d'offre ouvert en application des articles R.2124-2-1 et R.2161-2 au R.2161-5 du Code de la commande publique.

1.4 Lots

Conformément aux dispositions de l'article L.2113-11 du Code de la commande publique, le présent marché n'est pas alloté.

1.5 Tranches

Sans objet.

1.6 Variantes

1.6.1 À l'initiative du candidat (facultative)

Ce type de variante n'est pas autorisé dans ce marché.

1.6.2 À l'initiative de l'Acheteur (obligatoire)

Ce type de variante n'est pas demandé dans ce marché.

1.7 Intervenants

Sans Objet.

1.8 Prestations similaires

En application des dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent contrat. À cet effet, une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence sera engagée.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés publics pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché public.

1.9 Arrêt de l'exécution des prestations

Conformément à l'article 22 du CCAG PI, les prestations étant scindées en plusieurs parties techniques à exécuter distinctement, l'acheteur peut décider, au terme de chacune de ces parties, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations. La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

ARTICLE 2 – DÉFINITIONS ET OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES CONTRACTANTES

2.1 Personne publique

Au sens du cahier des clauses administratives générales (CCAG-PI), sont désignés :

- l'Acheteur : le Secrétaire Général Adjoint du SGAMI Sud-Ouest
- personne habilitée à recevoir tout document devant être adressé à l'Acheteur :
Afférents au cas de la sous-traitance : Monsieur le Directeur de l'Immobilier
Tout autre cas : Monsieur le Chef du Bureau de la Commande Publique
- Comptable assignataire des paiements :
Administrateur Général des Finances Publiques
Le Directeur Régional des Finances Publiques de Nouvelle-Aquitaine et du département de la Gironde.

2.2 Titulaire

Au sens du cahier des clauses administratives générales (CCAG-PI), est désigné :

- Titulaire : le « titulaire » est l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'acheteur. En cas de groupement d'opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté par son mandataire.

Le marché sera attribué soit à une entreprise individuelle soit à un groupement conjoint ou solidaire.

Dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire est solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

L'acte d'engagement est un document unique qui indique le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter.

ARTICLE 3 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'art 4.1 du CCAG PI, les pièces contractuelles constitutives du marché comprennent par ordre de priorité décroissante :

- ***Les pièces particulières***

- L'acte d'engagement (ATTRI) daté, tamponné et signé par le représentant habilité à engager l'entreprise
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) – Cadre de répartition des Prestations datée, tamponnée et signée par le représentant habilité à engager l'entreprise
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes ;
- L'annexe à l'Acte d'engagement « Engagement clause d'action sociale »
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- L'offre technique du titulaire
- Les ordres de services ;
- Les comptes-rendus ;
- L'engagement de confidentialité

- ***Pièce générale :***

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois qui a précédé la date limite de réception des offres.

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG-PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Nota :

Seuls les originaux détenus par l'acheteur font foi.

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponses, lettres ou autres documents échangés entre l'acheteur et le Titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Aucune condition spécifique ou générale figurant dans les documents envoyés par le Titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux, etc.

4.1 Limitation de la sous-traitance

Sans objet

4.2 Formulaire déclaration de sous-traitance (DC4)

Dans le cadre d'une déclaration de sous-traitance, vous devez **impérativement** utiliser le formulaire DC4 mis à jour le 01/01/2024. Pour cela, vous trouverez ci-après le lien pour obtenir ce document :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

4.3 Déclaration de la sous-traitance

La déclaration de sous-traitance doit impérativement indiquer :

- Le numéro d'engagement juridique du marché (EJ) ;
- La nature des prestations sous-traitées (article F de la déclaration);
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé (article E de la déclaration);
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant (article G de la déclaration);
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix (article H);
- les cas échéant le taux de TVA impacté par la sous-traitance en cas de taux distincts (ex : amélioration de la qualité énergétique des locaux à usage d'habitation, travaux d'amélioration, transformation, aménagement, entretien des locaux à usage d'habitation).

A l'appui de la déclaration de sous-traitance, le sous-traitant fourni :

- L'attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L 243-15 du Code de la sécurité sociale et émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions, datant de moins de 6 mois du sous-traitant ;
- L'attestation d'assurance en cours de validité du sous-traitant,
- Le cas échéant, les capacités professionnelles (Qualibat, etc.) du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie,
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner
- Une copie du contrat de sous-traitance
- Dans le cas d'une sous-traitance de 2nd rang, il conviendra de joindre la copie de la caution personnelle et solidaire.

Il doit être noté que dans le cadre d'une déclaration de sous-traitance, l'acheteur sera susceptible de demander au titulaire de lui fournir le contrat de sous-traitance afin d'apprécier des conditions de paiement du sous-traitant.

Conformément aux dispositions de l'article R2193-9 du Code de la commande publique, si l'acheteur considère que les prix des prestations qu'il est prévu de sous-traiter est anormalement bas, il sera demandé au titulaire de justifier ces prix.

Si aucune justification permettant d'expliquer les prix proposés n'est apportée, la sous-traitance ne pourra être agréée.

⚠ Si vous indiquez au moment du dépôt de l'offre avoir recours à la sous-traitance, vous serez dans l'obligation de transmettre à l'acheteur au plus tard avant l'attribution du marché les éléments énumérés ci-dessus.

Toute déclaration de sous-traitance (Formulaire ATTRI 2) déposée au moment du dépôt de l'offre peut au cours de l'exécution du marché faire l'objet d'une déclaration modificative.

Modalités d'application du dispositif d'autoliquidation : en cas de paiement direct du sous-traitant, l'acheteur règle au sous-traitant le montant HT de ses prestations et à l'entreprise principale la TVA correspondant aux prestations du sous-traitant (TVA qui doit être déclarée et payée sur la déclaration de chiffre d'affaires de l'entreprise principale).

Il est rappelé que si le titulaire bénéficie d'un taux de TVA réduit, ce dernier ne s'applique pas au sous-traitant.

4.4 Paiement des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants, lorsque le contrat de sous-traitance est **égal ou supérieur à 600€ TTC**, sera effectué par application des articles R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la commande publique.

Conformément aux articles R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la commande publique, une avance, sur demande des sous-traitants, peut être versée.

4.5 Défaillance d'un sous-traitant

En cas de défaillance d'un sous-traitant, le titulaire est tenu de présenter immédiatement une autre entreprise à l'agrément de l'acheteur afin que les prestations ne souffrent d'aucun retard, et ceci, sans augmentation du prix.

Pendant cette période, le délai contractuel de réalisation des prestations continue à courir, le titulaire ne pouvant arguer d'un retard lié à ses sous-traitants pour justifier un retard dans la réalisation des prestations.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve d'une part, de cette acceptation et de cet agrément et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L.4532.9 du Code du travail.

5.1 Obligation du titulaire

Le titulaire doit fournir à l'acheteur, au plus tard 7 jours après la notification de l'OS de démarrage, une liste indiquant une ou plusieurs personnes physiques ayant qualité pour le représenter vis-à-vis de l'acheteur pour l'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de notifier **immédiatement** à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- Aux personnes ayant pouvoir d'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il se présente ;
- À la raison sociale du titulaire ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social selon qu'il s'agit d'une personne physique ou d'une personne morale ;
- Aux personnes ou groupe qui le contrôlent ;
- À une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire ;
- À son capital social ;
- À son RIB

Et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

Attention : En cas de modification du représentant auprès du MOA, le nouvel interlocuteur devra :

- posséder les compétences équivalentes à celles remises dans l'offre
- présenter son CV et titre dans un délai maximum de **48 heures suivant la présentation de sa demande**.

En cas de retard dans la transmission de ces éléments, le titulaire encourra la pénalité prévue à l'article 10.5.

5.1.1 Obligation de moyens et obligation de résultat

Le titulaire est tenu à une obligation de moyens pour exécuter toutes les prestations, objet du présent marché, dans les conditions définies ci-après.

Le titulaire est également tenu à une obligation de résultats sur les pièces à produire, notamment dans le cadre de la future consultation relative au Marché Public Global de Performance pour la réhabilitation énergétique de la Caserne de gendarmerie de MARIDOR à Mont-de-Marsan (40).

5.1.2 Connaissance du dossier

Le titulaire reconnaît avoir pris parfaitement connaissance de la **totalité** des documents constituant le dossier de l'opération et ne rien ignorer de l'ensemble des prestations qu'il doit réaliser dans le cadre de son marché, mais également de l'ensemble des prestations que doivent réaliser tous les autres intervenants pour mener l'opération à terme et dans les conditions requises par l'Acheteur.

5.1.3 Présence aux réunions

Les dates et heures de rendez-vous de réunions seront fixées par l'acheteur. Le titulaire est tenu d'y assister ou de s'y faire représenter par un collaborateur ayant le pouvoir de décision.

5.1.4 Obligation de discrétion

Le titulaire s'engage à considérer comme strictement confidentiel le contenu du présent marché ainsi que tous faits, informations, documents de toutes sortes, études et décisions dont il aura eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent sans autorisation de la personne publique, être communiqués à d'autres personnes quelles qu'elles soient (cf. engagement de confidentialité signé).

Pour tout manquement aux obligations de discrétion du titulaire, le marché peut être résilié aux frais et torts du contractant, sans qu'il ne puisse prétendre à une quelconque indemnisation et sans préjuger des poursuites judiciaires éventuelles.

5.1.5 Régularité administrative et lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire se doit d'être constamment à jour de ses obligations administratives et fiscales et de respecter systématiquement toutes les réglementations en vigueur, notamment concernant le travail dissimulé et les travailleurs détachés. Il en est de même de tous ses sous-traitants directs ou indirects.

À ce titre, il fournira régulièrement à l'acheteur tous les documents attestant qu'il est à jour et tout autre document que l'acheteur pourrait réclamer en rapport avec ces obligations administratives et fiscales.

Il devra également fournir à sa demande tout document attestant qu'il respecte les différentes réglementations, notamment pour le travail dissimulé et les travailleurs détachés.

Constat d'irrégularité

Dans le cas où le travail dissimulé serait constaté par l'acheteur et faute de régularisation, le personnel correspondant sera immédiatement exclu de l'opération. S'il s'agit d'un sous-traitant, celui-ci sera définitivement exclu de l'opération, et ce sans délai. Le titulaire assumera alors seul toutes les conséquences sans pouvoir faire valoir un quelconque préjudice auprès de l'acheteur, que ce soit d'ordre technique, financier ou calendaire.

Dans tous les cas, ces constats feront l'objet de l'application de pénalités telles que prévues dans le présent document.

5.1.6 Autres obligations

Les autres obligations du titulaire sont définies à l'article 5 du CCAG-PI.

5.2 Obligation de l'acheteur

L'acheteur s'engage à autoriser l'accès aux locaux et équipements autant que nécessaire à la bonne exécution des prestations et dans les conditions fixées par la personne publique.

5.3 Obligations concernant le traitement des données à caractère personnel

Il est fait application de l'Article 5 Confidentialité – Protection des données personnelles – Mesures de sécurité du CCAG-PI.

Conformément à l'article 39 du CCAG-PI, en cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales ou contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute.

5.4 Décompte et délais

Tout délai imparti dans le marché à la personne publique ou au titulaire commence à courir le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et expire à la fin du dernier jour de la durée prévue.

Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième à quantième. S'il n'existe pas le quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire à la fin du dernier jour de ce mois.

Lorsque le dernier jour d'un délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit.

6.1 Ordre de service

Il est fait application de l'article 3.8 du CCAG-PI, étant précisé que l'OS de démarrage est émis par l'acheteur.

6.2 Ordre de service de démarrage

L'acheteur est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination du titulaire. Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés, numérotés et notifiés à l'AMO via la Plateforme des Achats de l'État ou par tout moyen permettant d'en accuser réception de manière certaine.

L'ordre de service est un acte unilatéral ne permettant pas la modification des clauses du marché et ne saurait se substituer à un acte modificatif.

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG-PI, le démarrage de la mission débutera à la date indiquée dans l'ordre de service de démarrage de cette dernière.

6.3 Ordre de service pendant la durée du marché

Le titulaire est tenu de se conformer aux ordres de services délivrés par l'acheteur, qu'ils aient ou non fait l'objet de réserves de sa part.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, il doit les présenter par écrit à l'acheteur dans un délai de (15) quinze jours calendaires. Le délai courant à compter de la date de réception de l'ordre de service (article 3.8.2 du CCAG-PI). La non-présentation de réserves dans un délai de 15 jours entraîne un accord tacite de la part du titulaire.

6.4 Informations au titulaire

Pour les notifications au titulaire des décisions ou informations qui font courir un délai, l'acheteur prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- Échanges dématérialisés ou supports électroniques via la Plateforme des Achats de l'État.

À défaut de consultation dans un délai de 8 jours à compter de la mise à disposition du document, les notifications ou informations sont réputées notifiées;

- Par courriel avec accusé de réception ;
- Remise contre récépissé daté ;
- Tout autre moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception.

Les échanges dématérialisés via la plateforme PLACE seront privilégiés.

ARTICLE 7 – DÉLAIS ET CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.

7.1 Délais d'établissement des documents

Le détail des livrables et des délais sont détaillés dans l'annexe n°1 au CCAP.

7.2 Constatation de l'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-PI, le présent marché ne prévoit pas d'opérations de vérification auxquelles seraient tenu d'assister le titulaire.

L'admission prend effet à la date indiquée dans la décision notifiée au titulaire.

ARTICLE 8 – PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES

8.1 Unité monétaire

Tous les prix spécifiés aux annexes à l'Acte d'Engagement ainsi que ceux mentionnés dans l'ensemble des documents contractuels sont exprimés en **euros**.

8.2 Prix

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglés par un prix révisable, global et forfaitaire.

8.3 Déploiement d'EDIFLEX

8.3.1 Dématérialisation du Paiement des Acomptes via EDIFLEX

Afin d'optimiser le traitement des demandes de paiement de ses prestataires et de réduire les délais de règlement, l'Acheteur a choisi de recourir à une plateforme de dématérialisation des factures. Le prestataire retenu pour fournir cette plateforme est EDIFLEX (<https://www.ediflex.com>).

Pour toute assistance en ligne, le numéro de téléphone du service client d'EDIFLEX est le 01.44.41.02.24.

Dans le cadre du présent marché, l'établissement des acomptes ou décomptes, leur transmission et les visas nécessaires à leur règlement seront gérés électroniquement via la plateforme EDIFLEX. L'accès au système se fera via une simple connexion Internet, et il incombera au Titulaire de disposer d'une connexion à Internet avec un débit suffisant.

Les frais d'abonnement, d'accès et de maintenance de la plateforme sont à la charge de l'Acheteur.

Le Titulaire s'engage à utiliser le service EDIFLEX conformément à ses objectifs.

8.3.2 Fonctionnalités pour tous les acteurs

Le service EDIFLEX, est interfacé avec Chorus Pro, et offre une solution complète de suivi de la facturation, que ce soit pour les travaux réalisés, les honoraires, les prestations intellectuelles, les services ou les marchés à bons de commande. Il permet un suivi en temps réel des validations et des montants à payer.

La dématérialisation des factures permet de supprimer les délais de transmission des factures papiers et facilite la création d'alertes et de relances, contribuant ainsi à une réduction des délais de paiement.

De plus, toutes les situations de paiement sont archivées sur les serveurs d'EDIFLEX pendant toute la durée du marché, jusqu'à la fermeture du service à l'issue de l'opération.

Les abonnés peuvent récupérer les situations de paiement archivées sur le serveur et les télécharger sur leur propre ordinateur pour les imprimer localement.

La confidentialité des données est assurée par un mot de passe personnel, que l'abonné peut modifier à tout moment.

8.3.3 Conditions générales d'utilisation d'EDIFLEX

L'utilisation du service EDIFLEX pour échanger des informations avec les autres parties prenantes a pour but de réduire les délais de circulation et de validation, notamment pour les demandes d'acompte.

Les échanges réalisés via la plateforme de dématérialisation ont la même valeur juridique que les informations contenues dans des demandes d'acompte sur support papier.

8.3.4 Authentification de l'abonné

L'accès au service EDIFLEX se fait par l'attribution d'un code d'accès et d'un mot de passe confidentiels, garantissant l'authentification de l'abonné pour toutes les informations qu'il émet.

8.3.5 Émission d'informations

Les informations transmises via EDIFLEX sont opposables au Titulaire, sauf en cas de dysfonctionnement du service.

Les validations des marchés et des demandes d'acompte, effectuées dans le cadre du service EDIFLEX et selon le circuit de vérification défini par l'Acheteur, constituent l'expression de la volonté de la personne qui les a configurées.

L'annexe n°1 au présent CCAP, intitulée "Convention d'Interchange", précise les droits et obligations du Titulaire sur la plateforme EDIFLEX et a valeur contractuelle.

8.4 Délai global de paiement et intérêts moratoires

Le délai global de paiement de l'état et du solde est de 30 jours à compter de la date de réception par le représentant de l'Acheteur de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans le délai de 30 jours fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et des sous traitants payés directement.

Conformément à l'article 8 du décret n°2013 269 du 29 mars 2013, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement sera également appliquée conformément aux dispositions de la loi n° 2013 100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière.

8.5 Variation dans les prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de **réception des offres** appelé « mois zéro » (**M0**), mois de remise de l'offre.

8.5.1 Index de référence

L'index de référence (I) choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des études faisant l'objet du marché est l'index national de la construction **ING (Ingénierie)** publié au bulletin statistique de l'INSEE .

Index	Identifiant de l'index	%
ING	Ingénierie	100

Si, lors de l'établissement de l'état d'acompte, les index de référence ne sont pas tous connus, l'acheteur effectue un règlement provisoire sur la base des dernières références connue puis procède au paiement définitif lors de la publication des valeurs finales appréciées au plus tard à la date d'exécution des prestations.

8.5.2 Modalité de la révision

La formule mise en œuvre est la suivante : $C = I_n/I_o$

- C : prix nouveau
- I_o : valeur de l'index de référence au mois zéro, mois d'établissement des prix du marché,
- I_n : valeur de l'index du mois d'exécution des prestations

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG-PI, les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur

8.6 Taux de la TVA

Le taux de TVA applicable au présent marché est de 20 %.

8.7 Rémunération

Le détail des acomptes sont détaillés dans l'annexe n°1 au CCAP.

8.8 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entreprise titulaire, mandataire, ses co-traitants et les éventuels sous-traitants déclarés. Dans le cas de la co-traitance, la DPGF – Cadre de Répartition des Prestations précisera les montants des prestations de chacun.

Conformément aux Articles L.2112-2 et L2112.4 du CCP, le titulaire de ce marché devra réaliser des actions d'insertion par l'activité économique qui permettent l'accès ou le retour à l'emploi des personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Pour l'ensemble du marché, le nombre minimum d'actions à mener est fixé à 3.

Le nombre est rappelé dans l'annexe « engagement clause d'action sociale » de l'acte d'engagement.

9.1 Les conditions d'exécution

Le titulaire aura pour obligation de mettre en place au minimum 3 actions sociales durant l'exécution du marché, selon les modalités proposées à l'article 9.2 du CCAP.

9.2 Les modalités de réalisation d'actions sociales

Le titulaire, aura la possibilité de choisir les actions sociales à mener parmi celles présentées ci-dessous. Par ailleurs, le titulaire sera libre d'exécuter plusieurs fois la même action.

Le choix de l'action pourra être éclairé de l'avis du facilitateur qui mesura alors l'opportunité et la pertinence de l'action choisie selon le contexte économique, sociale et professionnel du territoire et de la période de réalisation de l'action.

• 1^o Modalité : « Action découverte des métiers »

L'entreprise titulaire s'engage à organiser ou à participer à une action en direction d'un groupe de 3 personnes au minimum, en parcours d'insertion professionnelle, rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières (notamment : personnes reconnues travailleurs handicapés, jeunes et seniors en difficulté d'insertion professionnelle, jeunes diplômés...) dont l'éligibilité a été validée par le dispositif d'accompagnement des clauses sociales cité infra, pouvant se décliner de plusieurs manières :

- Visite d'entreprise ;
- Rencontre entreprise / demandeurs d'emplois dans les locaux de l'entreprise ou tout autre lieu dédié à l'action.

Organisation à mettre en place en collaboration avec le facilitateur des clauses sociales.

Exemple de justificatifs à produire en phase d'exécution du marché : communication préalable, supports de présentation, feuilles d'émargement etc.

• 2^o Modalité : « Atelier conseil- entretien ressource »

Cette action consiste, notamment, à accueillir individuellement un minimum de 2 personnes accompagnées dans un parcours d'insertion professionnelle (Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi, Mission locale, Structure d'Insertion par l'Activité Economique...), rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières (notamment : personnes reconnues travailleurs handicapés, jeunes et seniors en difficulté d'insertion professionnelle, jeunes diplômés...) dont l'éligibilité a été validée par le dispositif d'accompagnement des clauses sociales cité infra, et leur proposer :

- Une simulation d'entretien d'embauche ;
- Des conseils autour de la lettre de motivation et du CV ;
- Des conseils autour du projet professionnel ;
- De l'information sur le réseau professionnel de l'entreprise titulaire.

Organisation à mettre en place en collaboration avec le facilitateur des clauses sociales.

Exemple de justificatifs à produire en phase d'exécution du marché : Compte rendu d'entretien et feuilles d'émargement etc.

- **3° Modalité : « implication dans une action partenariale »**

Cette action consiste à s'associer et à participer, pendant la durée du marché, à minima à une action partenariale en lien avec l'emploi au bénéfice d'un territoire ou d'un public particulier rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières (notamment : personnes reconnues travailleurs handicapés, jeunes et seniors en difficulté d'insertion professionnelle, jeunes diplômés...). Il peut s'agir par exemple :

- D'un forum pour l'emploi ;
- Toutes autres actions qui visent la rencontre entre chercheurs d'emploi / employeur.

Organisation à mettre en place en collaboration avec le facilitateur des clauses sociales.

Exemple de justificatifs à produire en phase d'exécution du marché : support de communication, feuilles d'émargement etc.

Pour toute information sur les modalités de mise en œuvre de cette clause et son accompagnement, un facilitateur se tient à la disposition des entreprises :

Agglomération Mont de Marsan
575 Avenue du Maréchal Foch - 40 192 MONT DE MARSAN
Contact : Sefallah MAHAMAT BINDI
Tél : 05 58 46 75 02 / 06 62 70 42 52
sefallah.mahamat-bindi@montdemarsan-agglo.fr

9.3 Modalités de contrôle de la clause

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution des actions sociales pour lesquelles le titulaire s'est engagé.

À la demande de l'acheteur ou du facilitateur, le titulaire fournit tous renseignements utiles propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause d'action sociale. Il produira par exemple les justificatifs cités dans la liste des actions proposées.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements et documents entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 10 du présent CCAP.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, l'acheteur peut, à tout moment, décider de faire un point d'étape sur le suivi de la clause avec le titulaire.

En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer l'acheteur par courrier recommandé avec accusé de réception ainsi que le facilitateur le plus rapidement possible, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

Dans ce cas, le facilitateur désigné ci-dessus, étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de manquement de l'attributaire à tout ou partie de ses obligations au présent article, l'attributaire pourra faire l'objet de pénalités prévues à l'article 10 du présent CCAP.

9.4 Les cas particuliers

- La sous-traitance :

En cas de sous-traitance l'entreprise attributaire, doit informer ses sous-traitants de la mise en œuvre d'une clause sociale. Elle peut décider de demander au sous-traitant de réaliser cette action.

- Licenciement économique-chômage partiel :

En cas de licenciement économique ou de chômage partiel et sous réserve d'obtenir les documents justificatifs validés par la direction du travail, l'acheteur examinera la demande de l'entreprise de se voir exonérée de tout ou partie de ses obligations liées aux clauses d'insertion.

ARTICLE 10 – PÉNALITÉS

Les prestations prévues au présent marché sont assorties de délais contractuels qui, s'ils ne sont pas respectés, donnent lieu à l'application de pénalités par l'acheteur.

Les pénalités sont considérées comme des indemnités. Elles ne sont donc pas situées dans le champ d'application de la TVA (BO des impôts n°13 du 25/01/2006)

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI l'application des pénalités du retard s'effectuera du simple fait de la constatation du retard par l'acheteur.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire ne sera pas exonéré de pénalités, dont le montant ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

10.1 Pénalité de retard dans le délai des prestations

En cas de retard dans le délai des prestations par le titulaire, une pénalité égale à 1 000 € par jour de retard sera opérée sur les sommes dues au titulaire.

10.2 Pénalité pour absence injustifiée à une réunion

Le titulaire du présent marché est tenu d'assister aux réunions organisées par l'Acheteur ou d'y déléguer un agent ayant pouvoir.

Pour toute absence injustifiée à une réunion ou présence d'une personne ne possédant pas les pouvoirs, une pénalité de 1 000 € sera opérée sur les sommes dues au titulaire.

10.3 Pénalité pour violation des obligations de sûreté et confidentialité

Il est fait application de l'article 14.2 du CCAG-PI.

10.4 Pénalité pour non respect de la clause d'action sociale

En cas de non-respect des obligations, le titulaire du marché encourt une pénalité de **300 € par action non réalisée**.

10.5 Pénalité de retard dans la remise des pièces afférentes à un changement de représentant auprès du MOA

En cas de retard dans la remise des documents justifiant des compétences du nouvel interlocuteur, une pénalité égale à 1 000 € par jour de retard sera opérée sur les sommes dues au titulaire.

ARTICLE 11 – CLAUSE DE RÉEXAMEN

L'Acheteur prévoit la clause de réexamen suivante : Ajout d'une année supplémentaire de suivi de la Phase Maintenance.

ARTICLE 12 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

12.1 Retenue de Garantie

Il n'est prévu aucune retenue de garantie.

12.2 Avance

Le présent marché retient l'option A (art.A.11.1 du CCAG-PI) dans la fixation du montant de l'avance.

Conformément à l'article R2191-7 du CCP, une avance de 5 % est consentie.

Par ailleurs, en application de l'article R2191-4 du Code de la Commande Publique (CCP), une avance de 5 % est prévue même dans le cas où elle ne serait pas obligatoire.

Au titre du présent marché, l'avance sera portée à 20 % si le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise (Entreprise employant moins de 250 salariés, réalisant soit un chiffre d'affaires annuel inférieur à 50 millions d'euros, soit un total de bilan inférieur à 43 millions d'euros).

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants admis au paiement direct dans les mêmes conditions que pour le titulaire.

Le titulaire ou son sous-traitant peut refuser le versement de l'avance.

Dans le cas contraire, cette dernière est versée dans les 30 jours suivants la date de notification de l'OS de démarrage des prestations.

Si la déclaration de sous-traitance intervient après le dépôt de l'offre, le versement de l'avance au sous-traitant interviendra dans un délai de 30 jours après la notification de la déclaration de sous-traitance.

Conformément à l'article R.2191-11 du Code de la commande publique, le remboursement de l'avance est échelonné en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire.

Ce remboursement s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire et débute quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché ;

Dans la mesure du possible, l'avance sera remboursée en une seule fois dès lors que le montant des prestations exécutées par le titulaire atteindra 65 % du montant TTC du marché. Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée après le dépôt de l'offre et avant le seuil de 65 % de prestations exécutées, l'avance est remboursée en conséquence.

ATTENTION : en cas de résiliation du marché, le titulaire a trente jours à compter de la notification de la décision de résiliation pour restituer l'avance. Le montant à restituer figure sur le décompte de résiliation. A défaut de restitution dans le délai imparti, l'acheteur émet un titre de perception susceptible de poursuite s'il n'est pas suivi de paiement.

ARTICLE 13 – RÉSILIATION

En cas de résiliation, les articles 36 à 40 du CCAG-PI sont seuls applicables auxquels s'ajoutent les précisions suivantes :

Quelle que soit la cause de la résiliation, une liquidation des comptes est effectuée : les sommes restant dues par le Titulaire sont immédiatement exigibles (réfactions, pénalités, exécution de la prestation à la charge du Titulaire défaillant)

13.1 Résiliation pour faute du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 39 du CCAG-PI avec les précisions suivantes :

- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation ;
- La résiliation pour absence de production des attestations d'assurances prévues à l'article 9 du CCAG-PI, peut s'opérer sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 39.2 du CCAG-PI;
- En cas de non-respect, par le titulaire ou l'un des ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprise, des obligations relatives à la fourniture des pièces prévues aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du Code de la commande publique, et après mise en demeure restée sans effet, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques ;
- La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. À défaut d'indication du délai, et par dérogation à l'article 39.2 du CCAG-PI, le titulaire dispose d'un délai de 8 jours ouvrés à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ;
- En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R.2343-3 à R.2343-14 du Code de la commande publique, fournis par le titulaire, lors de la consultation ou de l'exécution du marché, le marché ou la part de marché correspondante sera résiliée sans mise en demeure à leur frais et risques.

13.2 Résiliation pour motifs d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 40 du CCAG-PI, sans préjudice de l'application de ses dispositions, l'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du montant initial HT du présent marché, diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

13.3 Résiliation pour défaillance du mandataire

Dispositions particulières relatives à la défaillance du mandataire solidaire d'un groupement conjoint :

Par dérogation et en complément de l'article 3.5.4 du CCAG-PI, lorsque le mandataire solidaire est défaillant dans ses fonctions de coordination de groupement, si les autres membres du groupement ne désignent pas parmi eux le nouveau mandataire solidaire, l'acheteur se réserve la possibilité soit :

- de prononcer la résiliation pour faute de la totalité du marché ;
- de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs prestations après la désignation d'un mandataire non solidaire ;
- de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnités.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles et pénales qui pourraient être intentées au Titulaire en raison de ses fautes.

ARTICLE 14 – ASSURANCES

Les stipulations de l'article 9 du CCAG-PI sont applicables.

Le titulaire du marché doit avoir justifié, au moment de la consultation avant la signature du marché, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, qu'il est titulaire des contrats d'assurances visés ci-dessous.

En tout état de cause, si les attestations n'ont pas été demandées ou produites à ces divers stades, ou si l'ayant été, elles doivent être à nouveau produites (attestation se révélant incomplète, report de la date d'ouverture du chantier...). Elles devront être transmises à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution.

14.1 Assurance de responsabilité civile

Le titulaire du marché, ou chacun des cotraitants en cas de groupement, doit justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, qu'il est titulaire d'un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants ou co-traitants si le titulaire est mandataire du groupement, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers y compris à l'acheteur ou à l'occasion de la réalisation des travaux, objet du présent marché.

Si la fin de période de garantie est antérieure au jour de la réception, le titulaire devra fournir successivement autant de nouvelles attestations d'assurances de telle sorte que les périodes successives recouvrent la totalité de la durée de chantier sans interruption de garantie.

Chaque attestation successive devra être fournie à l'acheteur ou à son représentant dans les 10 jours qui suivent la fin de la période de garantie de l'attestation précédente.

En cas de défaut de fourniture de l'attestation demandée ci-avant, ou de non-renouvellement pour la période de l'opération des garanties demandées, l'acheteur pourra appliquer les pénalités de retards correspondantes.

14.2 Assurance de responsabilité décennale

En cas de travaux portant sur des ouvrages de construction soumis à l'obligation d'assurance, le titulaire et s'il y a lieu ses co-traitants et leurs sous-traitants, doivent avoir souscrit à leur frais et justifier au moyen d'une attestation établie sur papier en-tête de la compagnie et mentionnant les activités garanties, l'assurance couvrant la responsabilité civile décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 du Code Civil.

L'attestation doit être produite, à la demande de l'Acheteur avant signature du marché et dans tous les cas avant le démarrage des travaux.

L'Acheteur se réserve la possibilité de résilier le présent marché aux torts du titulaire en cas de non production des justificatifs d'assurance.

Le titulaire et ses co-traitants font leur affaire de la collecte des attestations d'assurance de leurs soustraitants afin de les produire à toute réclamation de l'Acheteur.

Les entreprises seront également tenues contractuellement de s'assurer pour la garantie de bon fonctionnement édicté par l'article 1792-3 du Code Civil.

ARTICLE 15 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Il est fait application des articles 32 à 35 du CCAG-PI

15.1 Utilisation des connaissances antérieures

Les connaissances antérieures sont définies à l'article 32.2 du CCAG PI. Leur régime d'utilisation correspond à une concession à titre non exclusif par le titulaire à l'acheteur, dans les conditions fixées par l'article 34.1 du CCAG PI.

Toute modification, adaptation ou traduction projetée sur les connaissances antérieures concédées fait l'objet d'un accord préalable du titulaire et le cas échéant, d'une convention spécifique.

15.2 Utilisation des résultats

Les résultats sont définis à l'article 32.1 du CCAG PI. Le régime des droits d'utilisation correspond à une concession à titre non exclusif par le titulaire à l'acheteur, dans les conditions de l'article 35.1 du CCAG PI.

15.2.1 Résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique

Pour les besoins découlant de l'objet, le titulaire concède, à titre non exclusif, à l'acheteur ses droits composés des droits de reproduction et de représentation définis à l'article 35.2.1 du CCAG PI. L'exercice des droits patrimoniaux s'exerce dans le respect des droits moraux du titulaire. Cette concession des droits couvre les résultats à compter de leur livraison et sous conditions résolutoires de l'admission des prestations, dans le monde entier et pour une durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur. Le prix de la concession est intégré au prix du marché défini à l'acte d'engagement.

15.2.2 Mise en œuvre de la protection des droits moraux

L'acheteur respecte le droit moral de l'auteur initial et lui donne les moyens de s'assurer du respect de son œuvre. Il informe avant toute intervention sur son œuvre.

15.2.3 Utilisation des résultats

Par défaut, le droit d'utiliser les résultats ne couvre pas les exploitations commerciales des résultats par l'acheteur.

Dans le cas où l'acheteur souhaiterait exploiter commercialement les résultats du marché, il sollicite l'accord du titulaire afin d'établir une convention définissant les modalités de cette exploitation, incluant au minimum :

- La durée de l'exploitation ;
- Les finalités de l'exploitation commerciale ;
- Les supports de reproduction ;
- Le montant et les modalités de calcul de la redevance ;
- Les modalités de contrôle des versements effectués.

ARTICLE 16 – Règlement des différends

16.1 Médiateur interne

Le présent marché est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante: mediateurfournisseur@interieur.gouv.fr ou par courrier recommandé avec avis de réception à M. le Médiateur interne « Relations fournisseurs » du Ministère de l'Intérieur, Place Beauvau, 75800 Paris Cedex 08.

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de 3 (trois) mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

16.2 Le CCIRA

En cas de difficultés survenant lors de l'exécution du marché publié, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable
(CCIRA) de Bordeaux
DREETS Nouvelle Aquitaine
Pôle C
Cité Administrative
2, rue Jules Ferry
33090 BORDEAUX Cedex

16.3 Tribunal compétent en cas de litige

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif
9 rue tastet
33000 BORDEAUX
tél. : 05-56-99-38-00 - télécopieur : 05-56-24-39-03
Mail : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

16.4 Modalités de recours

- Référé précontractuel : le candidat peut, s'il le souhaite, exercer un référé précontractuel contre la présente procédure de passation, devant le président du tribunal administratif, avant la signature du marché public ;
- Référé contractuel : délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution ou dans un délai de 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée ;
- Recours pour excès de pouvoir : délai de 2 mois à compter de la notification de la décision de rejet ;
- Recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat, ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé : deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité du contrat appropriées.

ARTICLE 17 – DÉROGATIONS AU CCAG

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Commentaire – Objet de la dérogation
1.2 et 6.2	13.1.1	La mission démarre à compter de la date indiquée dans l'ordre de service de démarrage.
3	4.1	Ordre de priorité des pièces contractuelles
7.2	28.5	L'admission des prestations prend effet à la date indiquée dans la décision notifiée au titulaire.
10	14.1.1	L'application des pénalités du retard s'effectuera du simple fait de la constatation du retard par l'acheteur.
10	14.1.2	Les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.
10	14.1.3	Le titulaire n'est pas exonéré des pénalités inférieures à 1 000€.
13.1	39.2	La résiliation pour absence de production des attestations d'assurances peu s'opérer sans mise en demeure préalable.
13.3	3.5.4	Lorsque le mandataire solidaire est défaillant dans ses fonctions de coordination de groupement, si les autres membres du groupement ne désignent pas parmi eux le nouveau mandataire solidaire, l'acheteur se réserve la possibilité soit de prononcer la résiliation du marché pour faute, soit de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs prestations après la désignation d'un mandataire non solidaire ou encore de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnités.